

Conseil Municipal convoqué le 30 Juin 2016

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33

SEANCE DU MERCREDI 06 JUILLET 2016

Président : Monsieur Bertrand RINGOT Maire

Secrétaire : Madame Laurie VERSTRAET Conseillère municipale

Etaient présents :

Monsieur Bertrand RINGOT, Maire, Monsieur Paul VALETTE, Madame Michèle KERCKHOF LEFRANC, Monsieur Alain MERLEN, Madame Marylène BEAUSSART, Monsieur Daniel WILMOT, Madame Frédérique PLAISANT, Messieurs Christian DEVOS, Richard OLEK, Adjoints au Maire.

Messieurs Raoul DEFRUIT, Jean-Claude BOUCHERY, Madame Marie-Christine DUVAL, Messieurs Hervé COUBEL (arrivé après l'appel), Gilbert THERY, Jean-Pierre HERBEZ, Alain BOONEFAES, Mesdames Josée BLEUEZ, Valérie GENEVET, Cathy CALBET, Laëtitia MILLOIS, Christelle DENEUVILLE, Karine VANDERSTRAETEN, Aurore DEVOS, Laurie VERSTRAET, Monsieur Guy VERMEULEN, Madame Maria ALVAREZ, Messieurs Freddy MAYEUR, Bruno DESMIDT, Conseillers Municipaux.

Absents excusés :

Madame Marie-Madeleine DUBOIS, Adjointe au Maire, donne pouvoir à Madame Michèle KERCKHOF LEFRANC, Adjointe au Maire.

Monsieur Bernard FAUCON, Conseiller Municipal, donne pouvoir à Monsieur Hervé COUBEL, Conseiller Municipal.

Madame Claudine BARBIER, Conseillère Municipale, donne pouvoir à Monsieur Daniel WILMOT, Adjoint au Maire.

Monsieur Jérôme NOTEBAERT, Conseiller Municipal, donne pouvoir à Monsieur Paul VALETTE, Adjoint au Maire.

Madame Sabrina VEROVE, Conseillère Municipale, donne pouvoir à Madame Maria ALVAREZ, Conseillère Municipale.

Démissionnaires :

Monsieur Christophe MAGNIEZ, Conseiller Municipal

Madame Chantal DENIS, Conseillère Municipale

Madame Carole VAN HULLEBUSCH, Conseillère Municipale

Madame Angelina RAYNAUD, Conseillère Municipale

Monsieur José DENISSEL, Conseiller Municipal

Madame Martine PIERRU, Conseillère Municipale

Monsieur Roland DOUGE, Conseiller Municipal

Madame Viana BLONDIN, Conseillère Municipale

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES LITTORAUX DE OYE PLAGE A GRAVELINES AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

Monsieur Jean-Claude BOUCHERY expose au Conseil :

Vu la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement

Vu la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels,

Vu les articles L.562-1 à L.563-1 et R.562-7 du code de l'environnement relatifs aux plans de prévention des risques,

Vu l'arrêté inter-préfectoral du 17 décembre 2015 prescrivant le plan de prévention des risques littoraux de Gravelines à Oye plage,

Il est demandé au Conseil Municipal de formuler un avis sur ce projet de Plan de Prévention des Risques Littoraux.

Les plans de prévention des risques naturels (PPRN) sont des outils de gestion de l'urbanisation mis en place par l'Etat dans les zones exposées à un risque naturel. Les Plans de Prévention des Risques Littoraux (PPRL) sont des PPRN dont le risque identifié est lié à des aléas de submersion marine.

Ils ont pour principaux objectifs de :

- délimiter les zones exposées aux risques et, en fonction de la nature et de l'intensité du risque encouru, limiter ou interdire toute construction ;
- délimiter les zones non directement exposées aux risques mais où certains aménagements pourraient provoquer une aggravation des risques ou une apparition de nouveaux risques ;
- définir les mesures de prévention, de protection ou de sauvegarde qui doivent être mises en œuvre dans les zones directement ou indirectement exposées ;
- définir dans les zones exposées des mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages ou des espaces qui doivent être mis en place par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.

En somme, ce PPRL, opposable à terme aux documents d'urbanisme, fixera les conditions d'aménagements des projets nouveaux sur la commune et prescrira des mesures d'adaptation et de réduction de la vulnérabilité des biens existants.

La consultation des conseils municipaux marque la fin de la phase de concertation des personnes et organismes associés. Durant celle-ci, la Municipalité de Gravelines a affiché son souhait de tenir compte du risque d'inondation dans les projets de développement de son territoire. Ainsi à titre d'exemple, le site d'implantation du projet de zone commerciale au Pont de Pierre a été choisi sur recommandation expresse de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer lors de la révision du Plan Local d'Urbanisme Communautaire en 2011.

Enfin, celui-ci fera l'objet au cours du dernier trimestre 2016 d'une enquête publique.

Les Commissions extra municipale « Environnement et Risques Majeurs » et « Projet de Ville, Urbanisme, Patrimoine Historique et Technologies de l'information et de la Communication » ont émis un avis favorable sous réserves des remarques suivantes :

1. Remarques relatives aux mesures obligatoires dans les constructions existantes :

On peut légitimement penser que la majorité des propriétaires opteront pour la mise en œuvre de dispositifs empêchant la pénétration de l'eau dans les habitations plutôt que l'adaptation des biens.

Or en cas d'inondation, nous avons de sérieuses craintes quant à l'indemnisation couverte par les assurances en cas de non efficience de ces dispositifs.

C'est pourquoi, nous demandons que les prescriptions formulées sur l'existant soit reclassées en recommandations comme cela a été réalisé dans les PPRL adoptés sur le territoire français.

2. Remarque relative à la limitation du nombre d'extensions, de garages, de carports et d'abris de jardins

Le projet de règlement laisse la possibilité dans les zones vertes et bleues de ne construire, sous la cote de référence, à compter de la date d'approbation du PPRL qu'une seule extension, un seul garage, un seul abri de jardin et un seul carport. Au dessus de la cote de référence, aucun seuil n'est fixé. Par ailleurs, nous observons que ce type de limitation n'a pas été repris sur les autres PPRL récemment approuvés.

Or outre les difficultés d'application d'une telle disposition, on peut légitimement douter de son intérêt pour les carports et abris de jardins, compte tenu de leur faible impact hydraulique pour les uns et des enjeux stockés pour les autres. Par ailleurs, une surélévation des abris de jardins viendrait réduire les capacités de stockage d'eau de la parcelle.

C'est pourquoi, nous demandons à ce que les abris de jardins et les carports soient autorisés sans condition dans toutes zones impactées.

3. Remarque relative à l'évaluation de la conformité des projets au regard du règlement du PPRL :

Les demandes d'autorisation au titre du code de l'urbanisme subordonnées à permis de construire devront faire l'objet d'une attestation de conformité délivrée par un architecte ou un expert.

Or des imprécisions dans le dossier nous incitent à demander si l'attestation portera sur la partie projet faisant l'objet de la demande ou sur la totalité de la construction ? Par ailleurs, nous nous interrogeons sur la légitimité des experts pour délivrer cette attestation.

C'est pourquoi, nous demandons des précisions sur ce point du règlement.

4. Remarques relatives à l'impact hydraulique des aménagements, accès, infrastructures et réseaux :

Le projet de règlement prévoit, dans chacune des zones, des prescriptions tantôt très précises tantôt nettement imprécises quant à l'impact hydraulique maximum des aménagements, accès, infrastructures et réseaux.

Ainsi, la perméabilité maximum de 95% pour les clôtures paraît difficilement applicable. A l'opposé, les parkings seront rendus « au maximum perméable ». Il est également imposé une étude hydraulique pour tous travaux d'infrastructure publique sans qu'aucune donnée de débit, indispensable à la réalisation de ce type d'étude, n'ait été transmise dans le PPRL ou les différents porter à connaissance.

Aussi, nous demandons que le terme « 95% » demandé pour les clôtures soit remplacé par « au maximum perméable ». Par ailleurs, il est demandé qu'une définition de « libre écoulement des eaux » soit apportée.

En outre, nous sollicitons la suppression de la mention « étude hydraulique » compte tenu de notre incapacité à réaliser compte tenu des informations qui nous ont été transmises.

5. Remarques relatives aux prescriptions constructives imposées en cas de changement de destination des biens :

Les prescriptions constructives imposées en cas de changement d'affectation des biens (résistance des murs aux pressions hydrostatiques, aux chocs et à l'immersion...) nous paraissent disproportionnées.

C'est pourquoi, nous demandons la suppression de ces prescriptions constructives dans ce cas.

6. Remarque relative à l'information sur les parkings en zone inondable :

Des imprécisions dans le dossier nous amènent à nous interroger si le devoir d'information sur les parkings inondables ne couvre que les parkings en ouvrage ou également le stationnement en voirie.

Nous demandons par conséquent des précisions sur ce point.

7. Remarque relative à l'implantation des anneaux d'amarrage :

Compte tenu des hauteurs d'eau prévues, il est peu probable que les services de secours interviennent sur Gravelines en bateau.

C'est pourquoi il est demandé de subordonner cette prescription à des hauteurs d'eau prévues supérieures à 1m.

Le Conseil Municipal,

- Oui l'exposé qui précède et après en avoir délibéré ;
- Emet un avis favorable à l'unanimité sous réserve de la prise en compte des remarques formulées.

FAIT ET DELIBERE A GRAVELINES, LE 06 JUILLET 2016

**POUR EXTRAIT CONFORME,
LE MAIRE,**

Acte publié le : **08 JUIL. 2016**

Reçu à la Sous-préfecture le :

08 JUIL. 2016

Bertrand RINGOT

